

Le clonage à visée thérapeutique sera-t-il bientôt légal en France ?

Alors que le clonage à visée thérapeutique est actuellement interdit dans notre pays, un récent rapport parlementaire préconise de l'autoriser lors de la révision, prévue dans 3 ans, de l'actuelle loi de bioéthique.

Jean-Yves Nau*

Dans les champs mêlés de la bioéthique et de la biologie cellulaire, les douze derniers mois ont été marqués par une série d'événements qui, chacun à leur façon, témoignent de la difficile gestation d'une médecine d'ores et déjà qualifiée de régénératrice.

LA FRAUDE DU P^r HWANG

L'un de ces événements fut la découverte, en Corée du sud, que celui qui était présenté comme un prix Nobel programmé avait, en réalité, commis une série de graves fautes éthiques et scientifiques. Contrairement à ce qu'il avait publié dans quelques-unes des plus prestigieuses colonnes de la presse spécialisée le P^r Hwang Woo-suk n'était jamais parvenu à créer des lignées de

cellules souches humaines à partir d'embryons créés par la technique du transfert nucléaire.

« L'article de mai 2005 [publié dans les colonnes de la revue américaine *Science*] cosigné par le P^r Hwang Woo-suk ne comprenait pas seulement de simples erreurs mais a été sciemment falsifié », a sobrement conclu, le 23 décembre 2005, une commission d'enquête de neuf membres constituée par l'université de Corée du Sud. « Je demande sincèrement pardon. Je démissionne de mon poste de professeur à l'Université nationale de Séoul », devait pour sa part déclarer celui dont rien n'indique aujourd'hui qu'il a été définitivement mis au ban de la communauté scientifique. Des excuses furent aussi présentées par le ministère sud-coréen de la Science et de la Technologie qui soutenait financièrement ces recherches depuis 2002.

LE RAPPORT PARLEMENTAIRE « CELLULES SOUCHES ET CHOIX ÉTHIQUES »

Un autre événement, de dimension plus hexagonale, aura été, à la fin juillet, la remise à Dominique de Villepin d'un rapport pour une large part consacré au clonage à visée thérapeutique dans l'espèce humaine. Ce document** a été rédigé par le P^r Pierre-Louis Fagniez, spécialiste de chirurgie digestive à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne), par ailleurs député (UMP) de ce département. Et contrairement à ce que l'on aurait pu attendre d'un membre de la majorité parlementaire – au vu des déclarations antérieures faites sur ce thème par le président de la République – ce rapport recom-

** L'intégralité du rapport Fagniez est accessible sur le site de La documentation Française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000623/index.shtml>

* nau@lemonde.fr

mande la légalisation du clonage thérapeutique. Intitulé « Cellules souches et choix éthiques », ce document constitue le fruit de la mission parlementaire qu'avait confiée le Premier ministre en janvier 2006 au P^r Fagniez.

Les deux dernières décennies ont amplement montré, en France notamment, à quel point les responsables politiques pouvaient, dans l'exercice de leurs fonctions, être allergiques aux questions éthiques. L'actuel Premier ministre souhaitait néanmoins que l'on dresse rapidement, à l'échelon national et international, deux états des lieux : d'une part celui de la recherche sur les cellules souches humaines (adultes et embryonnaires) et, d'autre part, celui de la pratique du clonage humain à visée thérapeutique. Le rapport parlementaire fait ainsi une précieuse synthèse des auditions de scientifiques, de juristes, d'éthiciens, de philosophes, mais aussi de responsables politiques et religieux. Il s'inscrit surtout dans la perspective de la révision, prévue dès 2009, de la loi de bioéthique du 6 août 2004.

« *La recherche sur les cellules souches est un des grands sujets de la science du XXI^e siècle*, observe l'auteur. *Elle permet d'envisager des progrès thérapeutiques majeurs, notamment pour la médecine régénératrice.* » Il prend également soin d'expliquer, à l'attention des hommes politiques et des citoyens, qu'à la différence de ceux menés sur les cellules souches présentes dans les organismes adultes ou dans le sang de cordon, les travaux sur les cellules souches embryonnaires humaines soulèvent des problèmes éthiques dans la mesure où ces cellules ne peuvent être obtenues qu'au prix de la destruction d'embryons. « *Ce qui relève d'une transgression doit-il être accepté au nom de la science ? Cette question renvoie invariablement au statut et à la définition de l'embryon humain, qui font l'objet de controverses* », résume le P^r Fagniez.

L'opposition au clonage à visée thérapeutique

On sait que la loi française de bioéthique pose pour l'heure le principe de l'interdiction de toute recherche sur ces cellules souches embryonnaires, tout en autorisant dans une parfaite hypocrisie (à titre dérogatoire et pour une période de 5 ans) certains travaux conduisant à la destruction d'embryons fécondés in vitro et ne s'inscrivant plus dans le cadre d'un projet parental. Cette même loi punit de 7 ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende les biologistes qui entreprendraient de créer, pour obtenir des cellules souches, un embryon humain par la technique du transfert nucléaire.

La mission parlementaire a procédé à des auditions de plusieurs dizaines de personnalités dont certaines sont formellement opposées à une légalisation de la pratique du clonage à visée thérapeutique. C'est notamment le cas de Christine Boutin, député (UMP) des Yvelines, et de l'archevêque de Paris, André Vingt-Trois dont le rapport publie un résumé des arguments avancés. C'est ainsi que M^{gr} Vingt-Trois prend soin de souligner que Jacques Chirac s'était, en 2001, déclaré opposé à la légalisation du clonage à visée thérapeutique au motif que cette technique serait de nature à induire le développement d'un commerce d'ovocytes humains ; M^{gr} Vingt-Trois rappelle d'autre part que pour l'Église catholique « *l'embryon humain, à quelque stade de son développement qu'on le prenne, est un être engagé dans un processus continu, coordonné et graduel depuis la constitution du zygote jusqu'au petit enfant prêt à naître* ».

Sur ce point le Vatican a également, plus récemment, condamné une nouvelle technique de production potentielle de cellules souches embryonnaires humaines, mise au point par la société américaine *Advanced Cell The-*

rapeutics. À la surprise générale de la communauté scientifique, l'équipe dirigée par Robert Lanza et Young Chung avait annoncé en août être parvenue à produire des lignées de cellules souches à partir d'embryons humains, non pas au stade de blastocyste, mais alors même qu'ils ne sont constitués que de 8 à 10 cellules, soit au stade où l'on pratique le diagnostic pré-implantatoire. La technique allait-elle fournir une solution à une difficulté morale ? Nullement. M^{gr} Elio Sgreccia, président de l'Académie Pontificale pour la Vie, a aussitôt fait valoir que cet artifice technique ne levait nullement les objections d'ordre éthique dans la mesure où il imposait une « manipulation » d'un embryon humain artificiellement conçu.

La révision prochaine de la loi de bioéthique : une opportunité ?

Pour sa part, au vu de l'ensemble des auditions et de l'évolution du contexte international, le P^r Fagniez recommande à la puissance publique française le développement des recherches sur toutes les catégories de cellules souches (adultes, placentaires, et embryonnaires) ainsi que la légalisation de la pratique du clonage à visée thérapeutique. « *Il n'y a ici aucune grande urgence. Des chercheurs français étudient actuellement la technique du transfert nucléaire dans les pays où elle est permise, et cette autorisation pourrait être donnée lors de la révision, prévue dans trois ans, de l'actuelle loi de bioéthique* » a-t-il expliqué au *Monde*. Il propose de ne plus parler du « *clonage à visée thérapeutique* » mais de « *clonage non reproductif* » ou mieux encore de « *transfert nucléaire somatique*. » Il ajoute enfin que cette autorisation pourra à l'avenir se faire « *sous le contrôle avisé et strict* » de l'Agence de la biomédecine, « *structure la plus à même de pouvoir exercer un contrôle efficace et respecté des chercheurs* ».

LE VETO DU PRÉSIDENT BUSH

C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire une série d'annonces de portée internationale qui viennent enrichir cette problématique éthique et scientifique. Ainsi, en juillet à Washington, le président américain George Bush a, pour la première fois, usé de son droit de veto pour bloquer un texte autorisant le financement fédéral des recherches sur les cellules souches embryonnaires humaines. « *Cela franchit une limite morale que notre société doit respecter, c'est pourquoi j'y oppose mon veto* », a-t-il déclaré. Cette décision présidentielle faisait suite à l'adoption par le Sénat – par 63 voix, dont 19 républicaines, contre 37 – d'une loi supprimant les limites fixées par l'administration Bush à un financement public de telles recherches. Le président américain a ainsi délibérément choisi d'affronter une très large fraction de la communauté scientifique et médicale de son

pays. Il prend aussi, de manière délicate, le risque d'être désavoué sur ce thème par une partie des électeurs du Parti républicain, lors des élections législatives de mi-mandat, en novembre.

COMPROMIS EUROPÉEN

Dans le même temps, l'Union européenne approuvait le principe d'un financement communautaire de certaines de ces recherches menées dans le cadre du 7^e programme-cadre pour la recherche et le développement, doté au total de 50,4 milliards d'euros pour la période 2007-2013. Toutefois, et contrairement au vote en première lecture fait à la mi-juin par le Parlement européen, ce financement ne pourra concerner que des travaux n'impliquant pas la destruction d'embryons humains. Pour le dire autrement, seules les lignées de cellules souches actuellement existantes, obtenues au prix de la destruction des embryons

dont elles sont issues, pourront faire l'objet de recherches dotées d'un financement communautaire.

Ce compromis résulte de l'opposition frontale entre les États membres – au premier rang desquels la Pologne, l'Autriche, la Slovaquie, la Lituanie et Malte – qui défendent haut et fort un interdit radical fondé sur des convictions religieuses, et ceux qui autorisent officiellement ces recherches ou ont choisi une forme de neutralité. Dans ce paysage, la France, toujours fille aînée de l'Église, qui accepte désormais le principe des destructions embryonnaires, semble aujourd'hui s'orienter vers l'adoption d'un dispositif législatif autorisant, peut-être dès 2009, la création d'embryons humains par clonage à des fins non reproductrices. Ce sujet devrait être au centre des questions médicales et scientifiques soumises aux candidats à la prochaine élection présidentielle. ■

NOTRE ENGAGEMENT ÉDITORIAL

LA REVUE DU
PRATICIEN

La qualité du contenu scientifique et pédagogique de La Revue du Praticien dont l'éditeur est le groupe Huveaux France, est garantie par le respect des valeurs éditoriales suivantes :

COMITÉ DE RÉDACTION SCIENTIFIQUE :

des experts, membres permanents ou conseillers du comité de rédaction scientifique, proposent des thèmes à traiter (compte tenu des actions prioritaires de santé publique, des recommandations de l'HAS et des sociétés savantes et de l'actualisation nécessaire des connaissances médicales), désignent en fonction de leur

compétence reconnue (selon leurs titres et travaux) les auteurs à solliciter et assurent la lecture critique de tous les articles reçus (articles de formation continue ou travaux originaux).

BIBLIOGRAPHIE :

chaque article est accompagné de références bibliographiques appelées dans le texte selon les normes de Vancouver.

CONFLITS D'INTÉRÊTS :

tous les articles sont signés et accompagnés des coordonnées complètes des auteurs. Ces derniers sont systématiquement invités à signaler toute relation contractuelle avec une entreprise du médicament ou spécialisée dans les dispositifs médicaux, susceptible de créer un conflit d'intérêts compte tenu du thème traité dans l'article. La déclaration des conflits d'intérêts figure obligatoirement en fin d'article.

ENGAGEMENT FMC :

les articles de formation médicale continue ou les travaux originaux constituent l'essentiel du fonds éditorial de la revue.

PROMOTION DU MÉDICAMENT ET DU MATÉRIEL MÉDICAL :

toute publicité rédactionnelle ou visuelle dans la revue est systématiquement identifiée comme telle par une mention explicite.